

## LES DOMAINES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

La France est marquée par une forte intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale du pays.

### L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

L'ETAT GENDARME (A.SMITH)	L'ETAT PROVIDENCE (J.M. KEYNES)
<p>Selon les économistes libéraux, il faut laisser faire les forces du marché, car elles permettent une allocation optimale des ressources.</p> <p><b>L'Etat ne doit donc pas intervenir dans l'activité économique</b> car cela constituerait une entrave au bon fonctionnement du marché, qualifié « d'autorégulateur ». L'Etat est limité à ses fonctions régaliennes de police, justice, et armée. On parle alors d'Etat Gendarme.</p>	<p>L'Etat Providence est un <b>Etat qui intervient dans l'activité économique</b>, notamment pour garantir le plein emploi, et mettre en place un système de protection sociale.</p>

L'Etat remplit les fonctions suivantes définies par Musgrave :

- **Fonction d'allocation des ressources** : l'Etat est producteur de services non marchands qui font l'objet de consommations collectives (police, construction de routes,...). Il réglemente la production de biens et services qui engendrent des externalités (ex : mesures anti-pollution)
- **Fonction de redistribution des revenus** : l'Etat assure plus de justice sociale en redistribuant des prestations et tente de réduire les inégalités.
- **Fonction de régulation de l'activité économique** : l'Etat met en œuvre des actions de politique économique afin de rectifier le mouvement naturel du marché.

### LA MISE EN OEUVRE DE L'INTERVENTION DE L'ETAT

**La politique économique** désigne l'ensemble des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics pour atteindre des objectifs économiques.

#### OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Traduire les finalités de l'Etat : justice sociale, amélioration des conditions de vie, solidarité) dans des grandeurs mesurables

La **croissance économique** (mesurée par le taux de croissance du PIB) : la croissance est nécessaire à l'emploi et au développement économique et social.

Le **plein emploi** (mesuré par le taux de chômage) : réduire le taux de chômage pour tendre vers le plein emploi.

La **stabilité des prix** (mesuré par le taux d'inflation) : réduire l'inflation pour assurer une certaine stabilité des prix

**L'équilibre des échanges extérieurs** (solde de la balance des paiements courants)

Ces objectifs peuvent être représentés sous la forme d'un « carré magique » (KALDOR). L'atteinte de certains objectifs (croissance, emploi) se fait souvent au détriment des autres (inflation, équilibre extérieur).

POLITIQUES CONJONCTURELLES	POLITIQUES STRUCTURELLES
Elles agissent à <b>court terme</b> sur les indicateurs économiques. Elles visent à prendre des mesures ponctuelles pour relancer l'économie ou modérer une surchauffe temporaire de l'économie. Ex : politique budgétaire de relance, politique monétaire restrictive,...	Elles cherchent à modifier la structure de la vie économique sur <b>le moyen et sur le long terme</b> . Les domaines d'intervention de la politique structurelle sont très nombreux : politique de recherche-développement, politique sociale, politique d'environnement, politique de protection de la concurrence, etc...

LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	
POLITIQUE BUDGETAIRE	POLITIQUE MONETAIRE
La politique budgétaire consiste à agir sur les dépenses et les recettes de l'Etat pour relancer ou freiner l'activité économique.	La politique monétaire consiste à agir sur la quantité de monnaie en circulation dans l'économie pour l'adapter aux besoins de l'activité économique.
Action à court terme sur les dépenses et recettes de l'Etat. <u>Exemples</u> : Hausse des dépenses publiques → hausse des prestations (par ex) → hausse du R disponible → hausse de la consommation → hausse de la De → relance de la croissance économique Baisse de la fiscalité → hausse du R disponible → hausse de la cons° et des Invts → hausse de la De → relance de la croissance économique.	Baisse des taux d'intérêt directeurs → baisse des taux débiteurs → hausse de la demande de crédits → hausse de la consommation de des investissements → relance de la croissance économique.  Hausse des taux d'intérêt directeurs → hausse des taux débiteurs → baisse de la demande de crédits → baisse de la demande → ralentissement de l'inflation et de l'activité économique.
Action à long terme, d'abord en privilégiant certaines dépenses publiques, notamment les dépenses d'investissement en infrastructures et d'éducation, ensuite en orientant la fiscalité pour stimuler les activités utiles de la société (recherche par exemple).	Recherche d'une stabilité des prix

CONTRAINTES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUES		
Sur le plan monétaire, c'est la Banque Centrale Européenne a pour mission de contrôler la masse monétaire de l'ensemble des pays membres en contrôlant ses taux directeurs qui s'imposent aux banques centrales nationales. (Aucune action isolée possible sur la $\pi$ monétaire)	Sur le plan budgétaire : respect du pacte de stabilité et de croissance signé dans le cadre de l'UE: le pacte limite le niveau de la dette publique des états membres à 60 % du PIB et le déficit budgétaire à 3 % du PIB.  Au niveau national, objectif d'équilibre budgétaire et de réduction de la dette publique (intérêts de la dette coûteux)	Mondialisation : perte d'efficacité des politiques économiques en économie ouverte (relance de l'économie par les dépenses publiques → risque d'accroître le déficit extérieur)
<b>NECESSITE DE COORDONNER LES POLITIQUES ECONOMIQUES</b>		